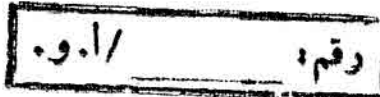


الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DU TRAVAIL, DE
L'EMPLOI ET DE LA SECURITE SOCIALE

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU
DEVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

N° 005



Instruction interministérielle du 18 نوفمبر 2015 correspondant au.....
relative aux modalités d'application au secteur agricole des dispositions de
l'article 57 de l'ordonnance n° 15-01 du 4 Chaoual 1436 correspondant au 23
juillet 2015 portant loi de finances complémentaire pour 2015

La présente instruction a pour objet de préciser les modalités d'application au
secteur agricole des dispositions de l'article 57 de l'ordonnance n° 15-01 du 4
Chaoual 1436 correspondant au 23 juillet 2015 portant loi de finances
complémentaire pour 2015.

Les exploitants agricoles, assujettis à la sécurité sociale au titre des personnes
exerçant une activité professionnelle non salariée, redevables de cotisations de
sécurité sociale, bénéficient d'échéanciers de paiement de ces cotisations et de
l'exonération des majorations et pénalités de retard conformément aux
dispositions de l'article 57 de l'ordonnance n° 15-01 du 4 Chaoual 1436
correspondant au 23 juillet 2015 sus citée.

Ces échéanciers de paiement de cotisations sont établis selon les capacités
financières des exploitants agricoles concernés. La durée de l'échéancier de
paiement des cotisations peut s'étaler sur une (01) ou plusieurs années, à
concurrence du nombre d'années d'activité antérieure pour lequel il est
demandé une régularisation en vertu de la présente instruction.

Les exploitants agricoles concernés peuvent demander le règlement de
l'intégralité des cotisations de rachat en une échéance.

Les personnes citées ci-dessus, peuvent bénéficier de la qualité d'assujetties du
secteur agricole au régime de sécurité sociale des non salariés au titre des
périodes antérieures d'activités non salariées non assurées dans ce secteur, aux
fins de validation de ces périodes de travail pour la retraite au moyen de
versement de cotisations, et ce , à compter du transfert de la gestion de la
sécurité sociale des exploitants agricoles à la Caisse Nationale de Sécurité
Sociale des Travailleurs Non Salariés (CASNOS).

La validation des périodes de travail antérieures citée à l'alinéa précédent s'effectue sur la base de l'authentification de ces périodes d'activités dans le secteur agricole par les Chambres d'agriculture sur le formulaire de déclaration joint à l'annexe n° 1 de la présente instruction.

A ce titre, la caisse nationale de sécurité sociale des travailleurs non salariés (CASNOS), les invite à régulariser leur situation conformément à la législation en vigueur et leur accorde les avantages des dispositions de l'article 57 de l'ordonnance n° 15-01 du 4 Chaoual 1436 correspondant au 23 juillet 2015 susvisée.

Les cotisations dues en vertu des dispositions du précédent paragraphe sont évaluées au dinar constant sur la base des déclarations des intéressés et des référents légaux des périodes considérées.

Les dispositions particulières prévues par la présente instruction, visent à prendre en compte les différentes évolutions de la sécurité sociale du secteur agricole qui ont prévalu au cours des années 90 et qui ont eu pour conséquences le faible taux d'affiliation des agriculteurs à la sécurité sociale à partir du transfert de leur couverture sociale de la CNMA vers les organismes de sécurité sociale compétents, et un cumul de dettes sociales de cette catégorie socioprofessionnelle au cours des années suivantes, la mettant en difficulté objective pour l'intégration au système obligatoire géré par la CASNOS. Leur nombre est estimé à plus d'un (01) million de personnes reconnues en tant que telles par les Chambres d'agriculture.

Ces dispositions visent donc à permettre aux personnes ayant exercé une activité non salariée dans le secteur agricole la régularisation de leur situation vis à vis de la sécurité sociale et à les faire bénéficier de la validation de leurs années de travail au titre de la retraite, en sus des prestations en nature (carte Chifa- prise en charge des soins de santé après seulement 15 jours d'affiliation et paiement de l'encours des cotisations) et des prestations en espèces (assurances invalidité et décès) du régime des travailleurs non salariés auxquelles elles ouvrent droit ainsi que les membres de leur famille ayants droit, conjoint, enfants et ascendants à charge, tel que précisé à l'annexe n° 2 jointe à la présente instruction.

Les aidants familiaux de l'exploitant agricole âgés de 16 ans et plus (conjoint, descendants, ascendants, collatéraux du 1^{er} degré : frères, sœurs) non salariés, qui travaillent sur l'exploitation, peuvent être assimilés à des travailleurs non salariés assujettis à la CASNOS et bénéficient des dispositions de la présente instruction.

Bénéficient des dispositions de la présente instruction tout exploitant agricole qui procède avant l'expiration du délai du 31 mars 2016 au dépôt de sa demande d'échéancier de paiement des cotisations antérieures et au versement de l'encours de ses cotisations conformément à l'article 57 de la loi de finances complémentaire pour 2015.

Les services centraux et déconcentrés du Ministère de l'Agriculture , du Développement Rural et de la Pêche et du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, et ceux des organismes de sécurité sociale , de la Caisse Nationale de la Mutualité Agricole et de la Chambre Nationale de l'Agriculture , sont chargés de l'application de la présente instruction sur la base du programme d'action coordonné ci-joint à l'annexe n°1, qui prévoit notamment une coordination et une évaluation au niveau national et local à travers une commission interministérielle et des comités intersectoriels de wilaya.

Ce programme d'action intègre le volet information communication impliquant notamment l'Union Nationale des Paysans Algériens (UNPA) et les chambres d'agriculture, des procédures simplifiées pour la mise en œuvre des nouvelles mesures et des actions de proximité efficaces à travers notamment la mutualisation judicieuse et coordonnée des moyens des différentes institutions intervenantes.

Les Secrétaires Généraux du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale et du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente instruction et de l'évaluation périodique de ses effets.

Mohamed EL GHAZI

Ministre du Travail, de l'Emploi
et de la Sécurité Sociale

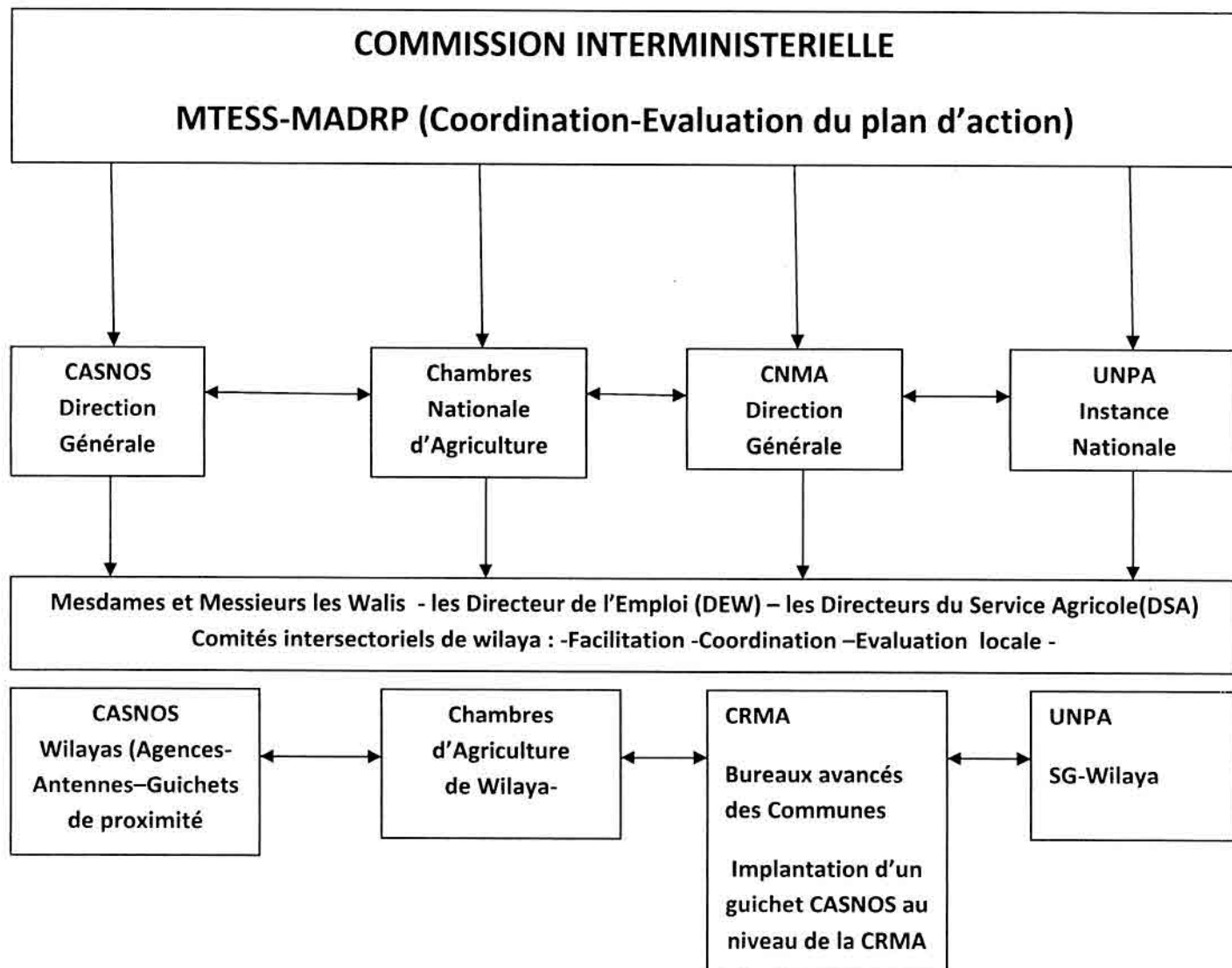


Sid Ahmed FERROUKHI

Ministre de l'Agriculture, du
Développement Rural et de la Pêche



Annexe n° 1 : Programme d'action



Programme d'action à l'indicatif de la CASNOS, de la CNMA et des Chambres d'Agriculture

1-CASNOS

La direction générale sera chargée :

- i/ d'élaborer et de diffuser un guide des procédures spécifiques à cette opération, intégrant le formulaire y afférent;
- ii/de développer un module intégré au logiciel de recouvrement utilisé par ses services, à l'effet d'automatiser le calcul des cotisations dues et d'éditer les échéanciers correspondants;

iii/ de rédiger le contenu informationnel devant être véhiculé par les divers supports d'information et de communication;

iv/ d'élaborer et de diffuser les différents supports d'information et d'animer les campagnes d'information et de communication ;

v/ de designer un agent de la CASNOS au niveau des guichets des CRMA pour prendre en charge les formalités des demandes d'adhésion des agriculteurs non salariés au dispositif de sécurité sociale.

vi/-d'organiser un regroupement national et/ou des regroupements régionaux de formation et d'information des directeurs d'agence de wilaya et des personnels en charge de la mise en œuvre de l'opération- Ces regroupements associeront les représentants de la CNMA/CRMA , de la Chambre d'Agriculture et de l'UNPA ;

vii/ de participer aux activités de coordination et d'évaluation de la Commission Interministérielle.

Concernant les procédures et les modalités de leur mise en œuvre

Les formalités que devront accomplir les agriculteurs concernés sont :

i/-Le renseignement d'un formulaire spécifique (qui sera élaboré et diffusé par la CASNOS), comprenant deux parties , la première relative à l'état civil et la situation familiale de l'intéressé tandis que le second volet concerne les déclarations d'assiettes de cotisation des différentes années d'activités antérieures attestées par les Chambres d'Agriculture et son dépôt, accompagné des documents d'état civil, auprès des services de la CASNOS compétents (Agence –Antenne-Guichet de proximité et Guichet au sein des CRMA) contre un accusé de réception ;

La chambre d'agriculture de wilaya est tenue de renseigner, à la demande de l'agriculteur, la partie du formulaire qui leur est réservée, aux fins de lui permettre le dépôt du dossier auprès de la CASNOS.

ii/-la souscription à l'échéancier de paiement notifié par la CASNOS et le versement de la première échéance ainsi que l'encours de la cotisation, dans les 30 jours suivants la notification de la CASNOS.

Ces procédures pourront être accomplies au niveau:

- des structures territorialement compétentes de la CASNOS;
- des guichets CASNOS au sein des structures de la CRMA

L'implantation des guichets de la CASNOS au niveau des structures de la CRMA sera réalisée sur la base d'une convention qui sera conclue entre la CASNOS et la CNMA.

2-La Chambre Nationale d'Agriculture et les Chambres d'Agriculture de Wilaya

Elles seront chargées notamment des actions suivantes :

- i/ attester les années d'activités antérieures de l'exploitant agricole sur la partie du formulaire de la CASNOS qui leur est réservée (Partie réservée à la chambre d'agriculteur de wilaya), et de restituer ce formulaire dûment renseigné aux intéressés;
- ii/ diffuser les notes d'information relatives à l'opération ;
- iii/ de participer aux activités de coordination et d'évaluation de la Commission Interministérielle (pour la chambre nationale d'agriculture) et des comités de wilaya (pour les chambres d'agriculture de wilaya);
- iv/ participer au plan national et local d'information et de communication

3-CNMA

La CNMA est chargée notamment de :

- i/- mettre à la disposition de la CASNOS des guichets dotés d'un micro-ordinateur avec connexion internet, d'une imprimante et d'un onduleur par guichet avec accès à une ligne tél /fax;
- ii/ -participer aux activités de coordination et d'évaluation de la Commission Interministérielle et des comités de wilaya ;
- iii/- participer au plan national et local d'information et de communication.

La CNMA (CRMA), les chambres d'agriculture de wilaya et l'UNPA seront également chargées d'inviter les sociétaires et les agriculteurs à se rapprocher des guichets uniques des services CASNOS pour leur demande d'adhésion au dispositif de la sécurité sociale.

Plan national et local d'information et de communication

Intervenants nationaux : MTESS-MADRP-CASNOS-UNPA-Chambres-d'Agriculture –CNMA

Intervenants locaux : DEW-DSA- Agences CASNOS de wilaya – UNPA -Chambres d'Agriculture de Wilaya

Actions au niveau national

-Journée nationale d'information sous le haut patronage du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale et du Ministre de l'Agriculture, du Développement Rural et de la Pêche ;

-Spots TV- Communiqués –Emissions- Interviews TV et radios nationales (en langues Arabe-tamazight et française)

- Communiqués –Articles Presse écrite à diffusion nationale

Actions au niveau local-wilaya

-Journées d'information

-Diffusion des supports papiers (dépliants –affiches)

-Communiqués –Emissions –Interviews radios locales

Annexe n ° 2 : Prestations de sécurité sociale

Les prestations de sécurité sociale auxquelles ouvrent droit les exploitants agricoles en qualité de travailleurs non salariés sont les prestations en nature et les prestations en espèces servies au titre de :

1-L'Assurance Maladie, Maternité et invalidité

Assurance maladie -maternité

La couverture des frais de soins de santé (médicaments- actes médicaux – hémodialyse –transport sanitaire- appareillage et dispositif médicaux –les cures thermales ...).

Tout exploitant agricole assuré social a droit, conformément à la législation et la réglementation en vigueur et après seulement 15 jours d'affiliation à la CASNOS, au remboursement des frais de soins de santé , à une carte CHIFA et à un système du tiers payant pour ses frais de soins de santé et ceux des membres de sa famille ayants droit (conjoint –enfants- ascendants à charge).

Le système du tiers payant permet de dispenser l'exploitant agricole assuré social de l'avance des frais de soins santé pris en charge par la sécurité sociale. C'est le cas notamment pour le médicament auprès de plus de 7500 pharmacies conventionnées avec la CASNOS, l'hémodialyse au niveau des centres privés agréés conventionnés, les actes de cardiologie et de chirurgie cardiaque dispensés par les cliniques privées conventionnées, le transport sanitaire, l'appareillage et les dispositifs médicaux fournis par l'ONAAAPH, tels les fauteuils roulants , les prothèses dont les prothèses auditives et les orthèses, ..., les cures thermales etc...)

Assurance invalidité

En cas de perte de la capacité de travail de l'exploitant agricole, le mettant dans l'impossibilité d'exercer sa profession, une pension d'invalidité lui est servie jusqu'à l'âge de la retraite et en cas de décès en invalidité, cette pension est reversée à ses ayants droit. Chaque année de jouissance de la pension d'invalidité est comptabilisée au titre de la retraite en étant assimilée à une période de travail.

2-L'Assurance décès

En cas de décès de l'exploitant agricole, ses ayants droit bénéficient d'un capital égal au revenu annuel soumis à cotisation ou au montant annuel de la pension de retraite ou d'invalidité, selon le cas. Le capital décès ne peut être inférieur à 216 000DA pour les agriculteurs décédés en activité et à 180 000 DA pour ceux décédés en retraite ou en invalidité.

Les conditions et les modalités d'octroi de la pension d'invalidité et du capital décès sont fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

3-La Retraite

A l'âge de 65 ans pour l'homme ou de 60 ans pour la femme, l'exploitant agricole ouvre droit à une pension ou une allocation de retraite, calculée sur la base d'un taux de liquidation égal à 2.5% par année d'assurance, soit une pension maximum de retraite de 80% du revenu annuel moyen qui peut être obtenue après 32ans d'activité.

Pour les agriculteurs bénéficiaires des dispositions de l'article 57 de la loi de finances complémentaire pour 2015 et de l'instruction interministérielle subséquente, la demande et la liquidation de la pension ou de l'allocation de retraite interviennent, conformément à la législation et la réglementation en vigueur, qu'à l'issue du versement de la dernière échéance due.

Le revenu annuel de référence servant de base au calcul de la pension de retraite est celui obtenu par la moyenne des assiettes de cotisation des dix (10) meilleures années, évaluée au dinar courant.

La durée minimale de travail qui permet l'ouverture de droit à la pension de retraite est fixée à 15 années.

Pour l'allocation de retraite, le droit est ouvert après seulement 5 années ou 20 trimestres d'activité.

Toutes les pensions et allocations de retraite sont accordées à vie puis reversées aux ayants droit survivants (conjoint –enfants et ascendants à charge.), qui perçoivent la pension ou l'allocation de réversion et conservent la qualité d'assuré social pour l'assurance maladie.

Les pensions et allocations de retraite sont majorées pour le conjoint à charge (2500DA par mois de majoration).

La pension et l'allocation de retraite peut se cumuler sans limite avec les revenus générés par la poursuite d'activité après l'âge de la retraite.

Les pensions et allocations de retraite sont régulièrement revalorisées.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale
Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non Salariés (CASNOS)

Formulaire de déclaration d'activité et de demande d'affiliation
de l'exploitant agricole

Renseignement d'état civil de l'exploitant agricole

Nom :

Prénom(s) :

Date de naissance :

Lieu de naissance : Commune Wilaya

Nom et prénom(s) du père :

Nom de la mère :

Prénom(S) de la mère :

Sexe Masculin ☐ Féminin ☐

Situation de famille Célibataire ☐ Marié(e) ☐ Veuf(ve) ☐ Divorcé(e) ☐

Nationalité :

Adresse complète :

Code postal

Lieu de l'exploitation agricole :

Commune :

Wilaya :

N° Immatriculation CASNOS (pour les personnes déjà affiliées au titre de
l'activité agricole ou d'une ou plusieurs autres activités non salariées actuelles
ou antérieures :

Renseignement concernant les ayants droit de l'exploitant agricole

Nom	Prénom (s)	Date de naissance	Lieu de naissance	Qualité *

*conjoint(s)-enfants-ascendants

Renseignements concernant l'activité de l'exploitant agricole

Années d'activité en qualité d'exploitant agricole- assiette de cotisation déclarée en dinars	Lieu de l'exploitation agricole Commune –wilaya	Certification de la Chambre d'agriculture de wilaya (signature identification du signataire –cachet)
1996 Assiette(DA) : Réfèrent* : SNMG 4000 X12 Cotisation minimum =25920 DA		
1997 Assiette(DA) : Réfèrent **: SNMG X12 Cotisation minimum 32400DA		
1998 Assiette(DA) : Réfèrent** : SNMG X12 Cotisation minimum 32400DA		
1999 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 6000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2000 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 6000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2001 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 8000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2002 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 8000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		

2003 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 8000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2004 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 10000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2005 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 10000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2006 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 10000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2007 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 12000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2008 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 12000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2009 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 12000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2010 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 15000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2011 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 15000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2012 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 18000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2013 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 18000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2014 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 18000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		
2015 Assiette(DA) : Réfèrent : SNMG 18000DA X12 Cotisation minimum 32400DA		

***le réfèrent** réglementaire de l'assiette de cotisation à déclarer doit être compris entre le minimum qui est qui est égal au montant annuel du SNMG (SNMGX12) de l'année considérée et un plafond fixé à huit (08) fois le montant annuel du SNMG de l'année considérée.

****réfèrent** à calculer en tenant compte des dispositions du décret exécutif n° 97-152 du 10 mai 1997 fixant le SNMG pour les années 1997 et 1998.

Renseignements concernant les aidants familiaux non salariés travaillant sur l'exploitation agricole de l'exploitant agricole

Nom Prénom(s)	Date et lieu de naissance	Nom et prénom(s) du père	Nom et prénom(s) de la mère	Lien familial avec l'exploitant*

*Conjoint(s)-descendant(s)-ascendant(s) –collatéral 1^{er} degré (frère-sœur)

Le aidants familiaux désireux se déclarer en qualité d'assujettis à la CASNOS en tant que travailleurs non salariés devront renseigner individuellement le présent formulaire dans ses rubriques relatives à leur état civil , leurs ayants droit et leurs années d'activités.

Déclaration de l'exploitant agricole

Je soussigné (nom, prénom(s) de l'exploitant agricole qui a renseigné le présent formulaire) déclare que les informations figurant dans le présent formulaire sont exactes et complètes.

En outre , je m'engage à informer immédiatement la CASNOS de tout changement pouvant intervenir dans ma situation familiale ou dans ma situation socioprofessionnelle de l'un de mes ayants droit.

Fait à le

Signature de l'exploitant agricole

PIECES A FOURNIR

A) –Ce formulaire doit être accompagné des pièces justificatives suivantes :

- 1- Un extrait d'acte de naissance n°12**
- 2- Une fiche familiale d'état civil pour les exploitants agricoles mariés.**
- 3- Une pièces justifiant la qualité d'ayant droit :**
 - Kafala, attestation sur l'honneur pour toute enfant à charge ne figurant pas sur la fiche familiale d'état civil.
 - Certificat de scolarité pour tout enfant scolarisé ou en apprentissage.
 - Attestation de non mariage pour tout ayant droit de sexe féminin.
 - Attestation de non perception de revenus dépassant le montant minimal d'une pension de retraite pour les ascendants à charge.

B)- joindre un chèque barré pour le virement bancaire ou postal des prestations.

ACCUSE DE RECEPTION CASNOS – (PARTIE DETACHABLE)

Nom – Prénom(s) de l'exploitant agricole déclarant :

Né (e) le : **à**

Formulaire déposé le :

Cachet CASNOS et signature de l'agent habilité